

## TRAITÉ DE BUDAPEST SUR LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DU DÉPÔT DES MICRO-ORGANISMES AUX FINS DE LA PROCÉDURE EN MATIÈRE DE BREVETS

*Note du Secrétariat*

### I. INTRODUCTION

1. Le Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets (ci-après dénommé le “traité”) a été adopté par la Conférence diplomatique de Budapest le 28 avril 1977 et est entré en vigueur le 19 août 1980. La conférence a aussi adopté le règlement d’exécution du traité.

2. Au 29 juillet 2020, les États suivants sont parties au traité : Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Antigua-et-Barbuda, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bélarus, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, El Salvador, Espagne, Estonie, États-Unis d’Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Maroc, Mexique, Monaco, Monténégro, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tadjikistan, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine (82).

### II. RÉSUMÉ ET PRINCIPAUX AVANTAGES DU TRAITÉ

#### GÉNÉRALITÉS

3. La divulgation au public de l’invention est une condition généralement admise de la délivrance des brevets en tant que compensation. En principe, une invention est divulguée au moyen d’une description écrite. Lorsqu’une invention se rapporte à un micro-organisme ou à tout autre matériel biologique (ci-après dénommé “micro-organisme”) ou à son utilisation (en particulier

en agriculture et dans l'industrie alimentaire et pharmaceutique) qui n'est pas accessible au public, une telle description peut ne pas suffire pour respecter les conditions de divulgation. C'est pourquoi la procédure en matière de brevets d'un nombre croissant de pays requiert non seulement la présentation d'une description écrite mais aussi le dépôt, auprès d'une institution spécialisée, d'un échantillon du micro-organisme. Les offices de brevets ne sont pas équipés pour manipuler les micro-organismes, dont la conservation nécessite des connaissances techniques et un équipement particuliers afin d'assurer leur viabilité, de les protéger contre la contamination et de protéger la santé ou l'environnement contre la contamination. Cette conservation est coûteuse. La remise d'échantillons par l'institution nécessite également des connaissances techniques et un équipement spécialisés.

4. Lorsque la protection d'une invention se rapportant à un micro-organisme ou à l'utilisation d'un micro-organisme est demandée dans plusieurs pays, il faudrait répéter dans chacun de ces pays les opérations complexes et coûteuses du dépôt du micro-organisme. Afin d'éliminer ou de réduire cette répétition, le traité a été conclu pour qu'un seul dépôt remplisse les fonctions de tous les dépôts qui seraient nécessaires autrement.

## RÉSUMÉ DU TRAITÉ ET DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

5. Dispositions de fond. La principale caractéristique du traité est qu'un État contractant qui permet ou exige le dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets doit reconnaître, aux fins de cette procédure, le dépôt d'un micro-organisme effectué auprès d'une "autorité de dépôt internationale" (article 3.1a)), que celle-ci soit installée sur son territoire ou en dehors. En d'autres termes, un dépôt unique effectué auprès d'une autorité de dépôt internationale unique suffit aux fins de la procédure en matière de brevets devant les offices de brevets nationaux (dénommés "offices de la propriété industrielle" dans le traité) de tous les États contractants et devant une organisation régionale de brevets, si celle-ci déclare qu'elle reconnaît les effets du traité (article 9.1)). L'Organisation européenne des brevets (OEB), l'Organisation régionale africaine de la propriété intellectuelle (ARIPO) et l'Organisation eurasiennne des brevets (OEAB) ont fait une telle déclaration.

6. Ce que le traité dénomme une "autorité de dépôt internationale" est une institution scientifique – telle qu'une "collection de cultures" – capable de conserver les micro-organismes. Afin d'acquérir le statut d'"autorité de dépôt internationale", l'État contractant dans lequel une institution de dépôt est établie doit fournir au Directeur général de l'OMPI une déclaration contenant des assurances aux termes desquelles elle remplit et continuera de remplir certaines conditions (article 6.2)), et en particulier qu'elle sera, aux fins du dépôt des micro-organismes, à la disposition de tous les "déposants" (personnes, entreprises, etc.), qu'elle acceptera en dépôt et conservera les micro-organismes déposés et qu'elle en remettra des échantillons seulement à ceux qui y auront droit. Lesdites assurances peuvent être fournies aussi par certaines organisations intergouvernementales de propriété industrielle (article 9.1a)). À ce jour, 48 institutions de dépôt ont acquis le statut d'autorité de dépôt internationale<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Allemagne : *Leibniz-Institut DSMZ – Deutsche Sammlung von Mikroorganismen und Zellkulturen GmbH (DSMZ)*  
Australie : *Lady Mary Fairfax CellBank Australia (CBA); The National Measurement Institute (NMI)*  
Belgique : *Belgian Coordinated Collections of Microorganisms (BCCM™)*  
Bulgarie : *Banque nationale de micro-organismes et de cultures de cellules industriels (NBIMCC)*  
Canada : *Autorité de dépôt internationale du Canada (ADIC)*  
Chili : *Colección Chilena de Recursos Genéticos Microbianos (CChRGM)*  
Chine : *Centre chinois de cultures de référence (CCCR); Centre de cultures microbiologiques du Guangdong (CCMGD); Centre général chinois de cultures microbiologiques (CGCCM)*  
Espagne : *Banco Español de Algas (BEA); Colección Española de Cultivos Tipo (CECT)*

7. Le règlement d'exécution contient des dispositions détaillées (règle 11) qui définissent qui a le droit – et à quel moment – de recevoir des échantillons d'un micro-organisme déposé. Le déposant lui-même a le droit de recevoir un échantillon à tout moment (règle 11.2.i)). Il peut autoriser des tiers (autorités, personnes physiques ou morales) à demander un échantillon, et ces tiers recevront un échantillon en produisant son autorisation (règle 11.2.ii)). Tout office de propriété industrielle "intéressé" auquel le traité s'applique peut recevoir un échantillon sur demande; un office de propriété industrielle sera considéré comme "intéressé" lorsqu'il aura besoin du micro-organisme aux fins d'une procédure en matière de brevets engagée devant lui (règle 11.1). Toute autre partie peut obtenir un échantillon si un office de propriété industrielle auquel le traité s'applique certifie, en vertu de la législation applicable, qu'elle a le droit de recevoir un échantillon du micro-organisme considéré; le texte définit de façon détaillée les modalités d'obtention de la certification afin de garantir qu'un office de propriété industrielle prendra les plus grandes précautions avant de délivrer ladite certification (règle 11.3.a)).

8. D'autres dispositions du traité et du règlement d'exécution permettent ce qu'on appelle un "nouveau" dépôt lorsqu'il n'est plus possible de remettre des échantillons du micro-organisme initialement déposé (article 4); elles permettent de mettre fin au statut d'une autorité de dépôt internationale ou de le limiter lorsque ladite autorité n'assume pas ou n'assume plus entièrement ses obligations (article 8); elles exigent que tous les micro-organismes déposés auprès d'une autorité de dépôt internationale soient transférés à une autre autorité si la première est sur le point de cesser d'accomplir les tâches qui lui incombent (règle 5.1); elles réglementent la question de la réception par l'autorité de dépôt internationale (règle 7); elles prévoient le contrôle de la viabilité des micro-organismes déposés et la délivrance de déclarations sur la viabilité (règle 10); elles autorisent l'autorité de dépôt internationale à percevoir une taxe pour chaque dépôt, taxe qui couvre les 30 années minimum pendant lesquelles le micro-organisme déposé doit être conservé (règles 9 et 12); elles prévoient un statut et un rôle particuliers pour certaines organisations intergouvernementales (article 9).

---

États-Unis d'Amérique : *Agricultural Research Service Culture Collection* (NRRL); *American Type Culture Collection* (ATCC); *Provasoli-Guillard National Center for Marine Algae and Microbiota* (NCMA)  
Fédération de Russie : Collection nationale russe de micro-organismes industriels (VKPM); Collection russe de micro-organismes (VKM)  
Finlande : *VTT Culture Collection* (VTTCC)  
France : Collection nationale de cultures de micro-organismes (CNCM)  
Hongrie : Collection nationale des micro-organismes agricoles et industriels (CNMAI)  
Inde : *Microbial Culture Collection* (MCC); *Microbial Type Culture Collection and Gene Bank* (MTCC), *National Agriculturally Important Microbial Culture Collection* (NAIMCC)  
Italie : Collection des levures industrielles DBVPG; *Istituto Zooprofilattico Sperimentale della Lombardia e dell'Emilia Romagna "Bruno Ubertini"* (IZSLER); *Ospedale Policlinico San Martino IRCCS*  
Japon : *International Patent Organism Depository* (IPOD), *National Institute of Technology and Evaluation* (NITE); *National Institute of Technology and Evaluation, Patent Microorganisms Depository* (NPMD)  
Lettonie : Collection de souches microbiennes de la Lettonie (CSML)  
Maroc : Collections coordonnées marocaines de micro-organismes (CCMM)  
Mexique : *Colección de Microorganismos del Centro Nacional de Recursos Genéticos* (CM-CNRG)  
Pays-Bas : *Westerdijk Fungal Biodiversity Institute* (CBS)  
Pologne : Collection IBAA de micro-organismes industriels; Collection polonaise de micro-organismes (CPM)  
République de Corée : Centre coréen de cultures de micro-organismes (CCCM); Collection coréenne de cultures agricoles (CCCA); Collection coréenne de cultures de référence (CCCR); Fondation coréenne de recherche sur les lignées cellulaires (FCRLC)  
République tchèque : Collection tchèque de micro-organismes (CTM)  
Royaume-Uni : *CABI Bioscience, UK Centre* (IMI); *Culture Collection of Algae and Protozoa* (CCAP); *European Collection of Cell Cultures* (ECACC); *National Collection of Type Cultures* (NCTC); *National Collection of Yeast Cultures* (NCYC); *National Collections of Industrial, Food and Marine Bacteria* (NCIMB); *National Institute for Biological Standards and Control* (NIBSC)  
Slovaquie : Collection de culture de levures (CCL)  
Suisse : *Culture Collection of Switzerland AG* (CCOS)

9. Dispositions administratives. Les États parties au traité sont constitués à l'état d'Union ("Union de Budapest") (article premier). L'Union de Budapest a une Assemblée composée des États membres de l'Union, dont les tâches principales consistent à traiter de toutes les questions concernant le maintien et le développement de l'Union et l'application du traité (article 10.2)); l'Assemblée est notamment compétente pour modifier certaines dispositions du traité (article 14), modifier le règlement d'exécution (article 12.3)) et retirer ou limiter le statut de toute autorité de dépôt internationale (article 8.1)). Certaines tâches administratives sont confiées au Bureau international de l'OMPI (article 11). La possibilité de modifier le traité lors de conférences de révision est également prévue (article 13).

10. Guide du dépôt des micro-organismes selon le Traité de Budapest. Ce guide a pour but de fournir de façon systématique des renseignements sur les procédures et modalités du dépôt des micro-organismes. Il donne des conseils pratiques aux personnes qui déposent des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, d'une part, et à quiconque souhaite obtenir des échantillons de ces micro-organismes, d'autre part. Il est mis à jour régulièrement et peut être consulté, sur le site Web de l'OMPI à l'adresse [www.wipo.int/budapest](http://www.wipo.int/budapest).

## PRINCIPAUX AVANTAGES DU TRAITÉ

11. En reconnaissant à un dépôt unique un effet juridique multiple, le traité simplifie la procédure, rend le brevet plus attractif pour les États parties audit traité et réduit le risque pour la santé et l'environnement du transfert des micro-organismes dans plusieurs pays. Le traité est principalement avantageux pour le déposant qui présente des demandes de brevet dans plusieurs pays; le dépôt d'un micro-organisme selon la procédure prévue par le traité lui épargnera des dépenses et lui procurera une plus grande sécurité. Il lui épargnera des dépenses car au lieu de déposer le micro-organisme dans chacun des pays dans lesquels il présente une demande de brevet se référant à ce micro-organisme, le dépôt du micro-organisme peut être effectué une seule fois, auprès d'une autorité de dépôt. Par conséquent, dans tous ces pays sauf un, il évitera de supporter les taxes et les frais de dépôt. Dans de nombreux cas, il peut y avoir au moins une autorité de dépôt internationale dans le pays ou la région du déposant, ce qui lui permettrait d'avoir affaire à une autorité établie dans la même région géographique que lui, avec laquelle il pourra traiter dans sa propre langue et, si le paiement de taxes est requis, il pourra effectuer le paiement dans la monnaie locale; en d'autres termes, le déposant n'aura pas à traiter avec des autorités éloignées, à payer en monnaie étrangère et à utiliser des langues étrangères. Il aura sans doute naturellement confiance dans la capacité de l'autorité de préserver soigneusement la viabilité du micro-organisme déposé et d'en remettre des échantillons uniquement à ceux qui y ont droit conformément aux règlements en vigueur sur l'accès au public des micro-organismes déposés.

12. Le déposant bénéficiera aussi d'une plus grande sécurité du fait que, pour qu'une institution devienne autorité de dépôt internationale, il aura fallu que des assurances formelles soient fournies sur son sérieux et la permanence de son existence; ces assurances devront être fournies par un État ou une organisation intergouvernementale et seront adressées à tous les États membres de l'Union de Budapest. Par conséquent, on peut escompter que ces assurances seront rigoureusement respectées, d'autant plus que, si elles ne le sont pas, les États membres pourront retirer le statut d'autorité de dépôt internationale à l'institution défailante.

13. Il est à noter que le traité n'exige pas qu'une autorité de dépôt internationale soit créée dans l'État contractant. À ce jour, 26 des 82 États contractants ont créé au moins une autorité de dépôt internationale. La création d'une autorité de dépôt internationale facilite la mise à disposition du matériel déposé dans le pays et réduit la nécessité de traverser des frontières avec ledit matériel.

14. Le règlement d'exécution du Traité de Budapest prévoit un accès réglementé au matériel déposé par des tiers et encourage l'utilisation des micro-organismes à des fins de recherche-

développement. Il convient également de noter que le règlement d'exécution du Traité de Budapest garantit la traçabilité de tout échantillon remis à des tiers, au niveau national et international. Ces éléments du Traité de Budapest favorisent donc la transparence en ce qui concerne l'accès au matériel génétique dans le cadre des procédures en matière de brevets.

15. Le traité ne contient aucune disposition d'ordre financier. Aucun État ne peut être tenu de verser des contributions au Bureau international de l'OMPI en vertu de son appartenance à l'Union de Budapest.

### **III. RATIFICATION DU TRAITÉ ET ADHÉSION AU TRAITÉ**

16. Tout État membre de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle (Union de Paris) peut devenir partie au Traité de Budapest (article 15.1)).

17. Les États qui ont signé le traité peuvent y devenir parties en déposant un instrument de ratification. Ceux qui ne l'ont pas signé peuvent y devenir parties en déposant un instrument d'adhésion.

18. Le dépôt de l'instrument d'adhésion doit être effectué auprès du Directeur général de l'OMPI (article 15).

19. Un modèle d'instrument d'adhésion est annexé à la présente note (voir l'annexe).

[L'annexe suit]

MODÈLE

INSTRUMENT D'ADHÉSION AU TRAITÉ DE BUDAPEST  
SUR LA RECONNAISSANCE INTERNATIONALE DU DÉPÔT DES MICRO-ORGANISMES  
AUX FINS DE LA PROCÉDURE EN MATIÈRE DE BREVETS

[à déposer auprès du Directeur général de l'OMPI à Genève]

---

Le Gouvernement de [nom de l'État] déclare, par la présente, que [nom de l'État] adhère au Traité de Budapest sur la reconnaissance internationale du dépôt des micro-organismes aux fins de la procédure en matière de brevets, fait à Budapest le 28 avril 1977 et modifié le 26 septembre 1980.

Fait à ....., le ....., 202..

Signature<sup>2</sup>

(Sceau)

[Fin de l'annexe et du document]

---

<sup>2</sup> L'instrument doit être signé par le chef de l'État, le chef du gouvernement ou le ministre des affaires étrangères.